



COUR D'APPEL D'AMIENS

Rue Robert de LUZARCHES

BP2722

80027 AMIENS CEDEX 01

TEL : 03.22.82.35.00

Dossier de candidature à l'inscription ou réinscription sur la liste des Administrateurs AD'HOC

Constitution du dossier :

Vous trouverez ci-joint la trame du dossier de candidature à l'inscription ou renouvellement d'inscription qui doit être scrupuleusement respectée.

Nous appelons votre attention sur le fait que la responsabilité de la constitution du dossier vous incombe.

Votre dossier complet doit être envoyé ou déposé avant le 1^{er} mars auprès du Procureur de la République près le Tribunal judiciaire dans le ressort du lieu de votre exercice professionnel pour une personne physique ou le lieu de l'adresse du siège pour un personne morale.

Tribunal Judiciaire d'Amiens : 14 rue Robert de LUZARCHES 80027 Amiens cedex 1

Tribunal Judiciaire de Beauvais : 20 boulevard Saint-Jean BP 2325 60021 Beauvais cedex

Tribunal Judiciaire de Compiègne : 11 rue Henri de Séroux BP 80059 60200 Compiègne

Tribunal Judiciaire de Laon : Place Aubry 02001 Laon cedex

Tribunal Judiciaire de Saint-Quentin : rue Victor Basch BP 345/1 02322 Saint-Quentin

Tribunal Judiciaire de Senlis : 26 allée des Soupirs 60300 Senlis

Tribunal Judiciaire de Soissons : 76 rue Saint-Martin 02200 Soissons

LISTE DES PIÈCES A PRODUIRE

1) PERSONNES PHYSIQUES

- Lettre de candidature et de motivation du candidat qui doit être âgé de 30 ans au moins et de 70 ans au plus.
- Extrait d'acte de naissance ou Photocopie de la carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité et, éventuellement photocopie du titre de séjour
- Justificatif de domicile (quittance de loyer, d'électricité ou de gaz par exemple) qui doit se situer dans le ressort de la cour d'appel
- Curriculum vitae
- Éventuellement justificatif de l'inscription antérieure
- Photocopie des diplômes et titres universitaires obtenus et, le cas échéant, leur traduction s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères
- Justificatifs démontrant un intérêt particulier et ancien porté aux questions de l'enfance ainsi qu'une certaine compétence en la matière avec des connaissances juridiques et psychologiques (contrat de travail, certificat de travail, attestations, certificat de participation à une session de formation ou un stage, diplômes, etc.)
- Attestation du candidat qu'il n'a pas été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale ou à sanction disciplinaire ou administrative pour agissement contraire à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs et qu'il n'a pas été frappé de faillite personnelle ou d'une autre sanction en application du titre VI de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative aux redressements et à la liquidation judiciaire des entreprises (déclaration sur l'honneur jointe).
- En cas de réinscription, rapports de fin de mission prévus par l'article R 53-8 du code de procédure pénale et tout élément d'information utile sur les obligations qui lui incombait.

2) POUR LES PERSONNES MORALES

- Lettre de candidature motivée du dirigeant
- Fiche concernant la nature de la personne morale, sa raison sociale, son objet social, l'adresse du siège social, le numéro d'inscription SIRET, SIREN
- Copie du récépissé délivré par l'autorité préfectorale pour les associations
- Fiche détaillée des activités de la personne morale
- Production des statuts

a) Liste des dirigeants de la personne morale et pour chacun d'eux :

Extrait d'acte de naissance

Attestation qu'ils n'ont pas été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale ou à sanction disciplinaire ou administrative pour agissement contraire à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs et n'ont pas été frappés de faillite personnelle ou d'une sanction en application du titre VI de la loi 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises (déclaration sur l'honneur jointe)

b) Liste des personnes susceptibles d'exercer pour le compte de la personne morale une mission d'administrateur ad hoc et pour chacune d'elles production des pièces exigées pour l'inscription d'une personne physique :

Lettre de candidature et de motivation du candidat qui doit être âgé de 30 ans et de 70 ans au plus

Extrait d'acte de naissance ou photocopie de la carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité et, éventuellement photocopie du titre de séjour

Justificatif de domicile (quittance de loyer, d'électricité ou de gaz par exemple) qui doit se situer dans le ressort de la cour d'appel

Éventuellement, justificatif d'une inscription antérieure

Curriculum vitae

Photocopie des diplômes et titres universitaires obtenus et, le cas échéant, leur traduction s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères

Justificatifs démontrant un intérêt particulier et ancien porté aux questions de l'enfance ainsi qu'une certaine compétence en la matière avec des connaissances juridiques et psychologiques (contrat de travail, certificat de travail, attestations, certificat de participation à une session de formation ou un stage, diplômes, etc.)

Attestation du candidat qu'il n'a pas été l'auteur de faits ayant donné lieu à condamnation pénale ou à sanction disciplinaire ou administrative pour agissement contraire à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs et qu'il n'a pas été frappé de faillite personnelle ou d'une autre sanction en application du titre VI de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative aux redressements et à la liquidation judiciaire des entreprises (déclaration sur l'honneur jointe).

En cas de réinscription, rapports de fin de mission prévus par l'article R 53-8 du code de procédure pénale et tout élément d'information utile sur les obligations qui lui incombait

B) ADRESSE DU CANDIDAT :

Lieu d'exercice de l'activité d'administrateur ad hoc :
Numéro de téléphone :
Numéro de portable :
Numéro de fax :
Adresse e-mail :
Domicile personnel :
Numéro de téléphone :

Joindre une attestation de domicile

| |
|--|
| MERCI DE REMPLIR LES MENTIONS SUIVANTES QUI FIGURERONT SUR LA LISTE DES ADMINISTRATEURS AD'HOC EN CAS D'INSCRIPTION |
|--|

| |
|---|
| Nom : Prénoms : Lieu d'exercice de l'activité d'administrateur ad'hoc : Numéro de téléphone : Numéro de portable : *Numéro de fax : Adresse e-mail : |
|---|

C) LES DIPLOMES, TITRES UNIVERSITAIRES OBTENUS

- Joindre la photocopie des diplômes, leur équivalence et, le cas échéant, leur traduction s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères
- Les langues étrangères parlées - langue des signes
- Permis de conduire

D) ACTIVITE PROFESSIONNELLE ACTUELLE ET PRINCIPALE ET AUTRES ACTIVITES EXERCEES PAR LE CANDIDAT :

(Ex: enseignement, activités de formation, mandat associatif, etc.)

- Joindre un curriculum vitae.
- Détailler les activités en mettant en évidence le lien avec l'inscription sur la liste des administrateurs ad hoc et l'ancienneté de l'intérêt porté aux questions de l'enfance.

E) EXPERIENCE D'ADMINISTRATEUR AD HOC

Nombre de désignations en qualité d'administrateur ad hoc

- pour son compte personnel :
- pour le compte d'une association :

REEMPLIR L'IMPRIME "État des désignations en qualité d'administrateur ad hoc"

Bien vouloir préciser la nature de la juridiction et compléter la liste des affaires en indiquant la date de la mission, le nom du magistrat mandant et le numéro d'identification de la procédure.

**A) IDENTITE des personnes qui exerceront les mandats d'administrateur ad hoc
(Remplir une fiche par candidat)**



Nom :
(Pour les femmes mariées, nom patronymique suivi du nom d'épouse)

Prénoms :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Département ou pays :

Nationalité :

Situation de famille : célibataire marié pacsé

Nom du conjoint :
Profession du conjoint :

Diplôme obtenus :

Les langues étrangères parlées, langue des signes:

Activité professionnelle actuelle et principale et autres activités exercées par le candidat (ex : enseignement, activités de formation, mandat associatif, etc.) :

Pour chacun, joindre :

- Copie des diplômes, leur équivalence, et le cas échéant, leur traduction s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères
- Copie du livret de famille, de la carte nationale d'identité ou du passeport et, le cas échéant, du titre de séjour
- Le permis de conduire
- Un curriculum vitae montrant l'ancienneté de l'intérêt pour les problèmes de l'enfance

B) EXPERIENCE D'ADMINISTRATEUR AD HOC DE L'ASSOCIATION

Nombre de désignations :

REPLIR L'IMPRIME "État des désignations en qualité d'administrateur ad hoc"

Bien vouloir préciser la nature de la juridiction et compléter la liste des affaires en indiquant la date de la mission, le nom du magistrat mandant et le numéro d'identification de la procédure.

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) (nom-prénom-qualité) atteste sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus mentionnés et m'engage à porter à la connaissance de la procureure générale de la cour d'appel d'AMIENS (experts.ca-amiens@justice.fr) toute modification susceptible d'intervenir dans ma situation :

En outre,

J'affirme n'avoir été ni l'auteur de faits contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs, ni l'auteur de faits de même nature ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, de radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation,

J'affirme ne pas avoir été frappé de faillite personnelle ou d'une autre sanction en application du titre V du livre VI du code de commerce relative au redressement et à la liquidation des entreprises,

J'affirme remplir les conditions d'inscription telles qu'elles sont définies à l'article R 53-1 du code de procédure pénale,

Et m'engage à répondre aux sollicitations des juridictions, à accomplir ma mission d'administrateur ad hoc avec diligence et à réaliser moi-même les mandats qui me seront confiés.

Fait à _____, le _____

Signature
nom-prénom-qualité

